
LES CAHIERS DU CERMTRI

Centre d'Etudes et
de Recherches
sur les Mouvements
Trotskye
et Révolutionnaires
Internationaux

3, rue Meissonnier
93500 Pantin - France

01 49 91 44 83

cermtri@wanadoo.fr

<http://www.trotsky.com.fr>

Révolution en Pologne 1956-1981



N° 177

novembre 2021
ISSN 0292 - 4943

6€

DR

Anna Walentynowicz,
une des figures
de la Révolution
en Pologne 1956-1981

● 2

La grève insurrectionnelle des chantiers navals de la Baltique

(décembre 1970-janvier 1971)

1. Le printemps de Prague et sa « contagion »

Dans la marche de la révolution politique, en 1968, un nouveau coup vient d'être porté à la dictature policière par le peuple tchécoslovaque.

La direction du PC, dans ce pays, se divise sur la politique à mener face à la montée des revendications populaires. L'élection de Dubcek à la tête du parti le 5 janvier 1968 marque la victoire des « réformateurs ». Le comité central du parti adopte le 6 avril un « programme d'action » annonçant un assouplissement du régime, un « socialisme à visage humain ». S'engouffrant dans la brèche de ces premières mesures « libérales », une formidable poussée révolutionnaire emporte le pays. À la fin du mois d'avril, dans 250 entreprises, dont les plus importantes du pays, des assemblées générales ont révoqué les dirigeants des syndicats officiels et en ont élu de nouveaux. Dubcek, à son corps défendant, doit aller plus loin dans les réformes, il annonce la convocation d'un congrès extraordinaire du parti pour septembre.

Face au développement de la révolution politique du « Printemps de Prague », à la menace de son extension aux autres « démocraties populaires » et particulièrement à la Pologne, le 21 août 1968 les chars soviétiques, appuyés par les armées de quatre pays du Pacte de Varsovie, envahissent la Tchécoslovaquie. Le lendemain, à l'initiative de militants du parti se tient le congrès clandestin d'un millier de délégués sous la protection de la milice ouvrière. Mais le 26 août les accords de Moscou signés entre le Kremlin et les dirigeants tchécoslovaques dont Dubcek, entérinent la « normalisation » du pays sous occupation militaire. Le choc est d'autant plus violent, dans toute l'Europe, qu'à « l'ouest », le prolétariat français a dressé sa grève générale de dix millions de travailleurs contre la V^e République de de Gaulle.

Comme en 1956, cette fois avec la Tchécoslovaquie, la « contagion » gagne les universités polonaises, sans atteindre, à ce moment, les usines. Que se passe-t-il à l'université ?

Dès 1963, étudiants et lycéens polonais ont organisé de nombreux cercles de discussion. Une nouvelle génération d'opposants commence à se regrouper dans la jeunesse intellectuelle. Au premier rang, Jacek Kuron et Karol Modzelewski, qui, en 1956, alors membres de l'organisation de jeunesse du POUP, ont participé à « l'Octobre polonais ». Tirant un bilan de son échec ils publient en 1965 une « lettre ouverte au Parti ouvrier polonais », première tentative de programme de révolution politique contre la bureaucratie stalinienne ; interdite, elle circule clandestinement. Kuron et Modzelewski sont arrêtés et condamnés à de lourdes peines de prison en mars 1965. Au moment de l'annonce du verdict, plusieurs centaines d'étudiants manifestent dans la rue. C'est le début d'un mouvement qui va s'amplifier pour culminer en 1968.

Le 8 mars 1968, une manifestation a lieu contre l'interdiction d'une pièce de théâtre. Kuron et Modzelewski, qui venaient d'être libérés après 3 ans de prison, sont à nouveau incarcérés. Dès le lendemain éclatent, à travers le pays, les grèves avec occupation des facultés. Les étudiants revendiquent la fin de la censure, le droit de s'organiser librement, la démocratie socialiste. Ils font appel aux ouvriers qui, dans de nombreuses villes, manifestent leur soutien.

L'appareil du POUP va réprimer durement le mouvement, lançant une campagne d'épuration antisémite dans les universités et les médias, licenciant des dizaines de professeurs et des ouvriers grévistes, excluant de l'université de nombreux étudiants, jetant en prison les dirigeants du mouvement.

Le relais va être pris par le prolétariat en 1970.

Les deux mouvements, intellectuels et ouvriers, ne fusionneront qu'en 1976 avec le KOR (Comité de défense des ouvriers).

2. L'explosion de décembre 1970 : les insurrections de la Baltique

À partir de l'été 1970, les manifestations et les grèves se multiplient dans les centres industriels de la Pologne, contre la réforme économique dite des « stimulants matériels » qui lie le salaire et la garantie de l'emploi à la productivité du travail. Ce qui signifie licenciements, augmentation des cadences de travail, interdiction des heures supplémentaires - elles représentent au moins 30 % des revenus des familles ouvrières - , alors que la pénurie en produits alimentaires s'aggrave et que les prix augmentent.

La répression sanglante des manifestations déclenche l'insurrection dans les villes de la Baltique

Le 12 décembre 1970 le gouvernement de Gomulka décide une hausse des denrées alimentaires de 10 à 30 % qui déclenche une vague de grèves et manifestations, principalement dans les grandes villes industrielles de la côte baltique, Gdansk, Gdynia et Szczecin.

Aussitôt le pouvoir donne l'ordre à l'armée et à la police d'utiliser les armes – des mitrailleuses, des tanks – contre les manifestants (l'ordre ne sera officialisé par décret que le 17 décembre). Les médias se déchaînent contre les « pillards », les « bandits des chantiers navals », les « hooligans ». La violence de la répression transforme les manifestations en insurrections. À Gdansk et à Szczecin, les locaux du parti sont pris d'assaut et incendiés ; préalablement les grévistes confisquent les archives et emmènent les membres de l'appareil du parti en otage sur des bateaux afin de peser sur les négociations.

Contre le pouvoir, les manifestants scandent le slogan « Pain et liberté » ainsi que d'autres, nourris des expériences de 1956 et 1968 : « Pas de retour à Octobre », « Vous avez réussi en Tchécoslovaquie. Ici vous ne réussirez pas ! », « Nous ne nous laisserons pas duper une seconde fois »... Devant les fraternisations de nombreux soldats avec les manifestants, le gouvernement envoie la milice et les brigades spéciales d'intervention (ORMO). Pour

masquer l'ampleur des massacres, les corps des victimes sont ramassés la nuit et enterrés anonymement dans des fosses communes (doc. 1).

La créations d'organes indépendants de la classe ouvrière : les comités de grève

À partir du 16 décembre, le mouvement de grève gagne toutes les grandes villes polonaises. À l'image de Gdansk, les ouvriers élisent leurs comités de grève et constituent leurs milices. À Szczecin, le comité de grève des chantiers navals Adolf Warski, constitué le 17 décembre 1970, élabore un cahier de revendications. Comme le rapportera *Le Monde* du 2 janvier 1971,

« La ville polonaise de Szczecin, durant les émeutes de décembre, s'est transformée en une véritable république ouvrière, où tous les pouvoirs étaient exercés par le comité de grève - a révélé jeudi l'envoyé spécial de Polityka à Varsovie, Risto Bajalski. La ville a été entièrement paralysée par une grève générale déclenchée le jeudi 17 décembre. »

On institua un comité de grève qui prit en main tout le pouvoir dans la ville, toutes les compétences des organes du parti et de la municipalité. Une milice ouvrière munie de brassards fut constituée pour empêcher notamment les destructions de machines dans les usines. »

Les premiers reculs du pouvoir

Devant la généralisation de la grève, les dirigeants du POUP sacrifient Gomulka. Le 20 décembre, il est destitué ainsi que son équipe. Une nouvelle équipe dirigée par le responsable du POUP en Silésie, Edward Gierek, arrive au pouvoir. Elle annonce une augmentation de salaire pour les travailleurs les plus mal payés mais ne prend aucune engagement de limitation de la hausse des prix et appelle à la reprise du travail. Dans de très nombreuses entreprises, les concessions sont jugées insuffisantes. Le travail reprend, très lentement, et les travailleurs maintiennent leurs conseils nés pendant les grèves.

3. La nouvelle vague de grèves de janvier 1971

Les comités de grèves élaborent leurs revendications

Dès janvier les grèves reprennent et s'étendent en particulier dans les villes de la Baltique. À Gdansk et à Gdynia les grévistes exigent la libération de 200 ouvriers arrêtés en décembre, le châtement des policiers et soldats responsables des massacres, l'abaissement des normes de production, la liberté

de la presse et la venue du premier secrétaire du parti, Gierek, qui affirme alors que « le Parti n'a aucune raison de négocier avec un quelconque groupe de citoyens, et encore moins sous la contrainte ».

Aux chantiers navals Warski de Szczecin, la grève reprend après que la presse locale et la télévision ont annoncé que l'atelier de tuyauterie des chantiers aurait décidé de prendre des engagements de production « pour exprimer son appui à la nouvelle

direction du parti ». Ce mensonge déclenche la révolte des ouvriers (doc. 2). Le comité de grève des chantiers navals prend contact avec les autres usines de la ville. Le 20 janvier, le comité de grève de Szczecin, dont le président élu est Edmund Baluka, crée une commission ouvrière de 36 délégués dont 7 membres du parti et 3 ingénieurs dont le rôle est de veiller à l'exécution, par les cellules du parti et les sections syndicales, des décisions du comité de grève.

En octobre 1956 les ouvriers de Zeran avaient déclaré, apprenant la nomination du nouveau secrétaire du POUP, Gomulka, « nous soutiendrons le Bureau politique dans la composition qui vient d'être proposée ». En 1971 Les travailleurs des différents ateliers dressent la liste de leurs revendications et, comme à Gdansk, exigent la venue du nouveau secrétaire du POUP, Gierek, pour les lui présenter et négocier directement avec lui (doc. 3).

« Je m'appelle Edouard Gierek, je suis le 1^{er} secrétaire du POUP. Est-ce que vous me permettez d'entrer ? »

La menace de la généralisation de la grève dans les villes de la Baltique se précise : le 20 janvier les travailleurs des transports en commun et les cheminots de Gdansk, Gdynia et Sopot constituent un Comité central de grève. Devant ce risque, pour éviter la généralisation et la centralisation de la grève au niveau national, le pouvoir se résout à négocier avec les grévistes d'autant qu'il craint de ne pas pouvoir compter sur l'armée, profondément démoralisée après les massacres de décembre.

Le 24 janvier, Gierek, accompagné de plusieurs membres du comité central du parti (Jaroszewicz, premier ministre et d'autres membres du gouvernement dont le ministre de la défense et député de Szczecin, le général Jaruzelski) se présente à l'entrée des chantiers navals Warski de Szczecin : « *Je m'appelle Edouard Gierek, je suis le 1^{er} secrétaire du POUP ; est-ce que vous me permettez d'entrer ?* »

Commence alors un face à face qui va durer 9 heures entre Gierek et les 300 délégués des différents ateliers (doc. 4).

Baluka, comme président du comité central de grève, commence par lire la liste des revendications dressées par les ouvriers.

Gierek prend longuement la parole et déclare que toutes les revendications seront satisfaites sauf la demande d'annulation de la hausse des prix.

Les délégués des ateliers s'expriment à leur tour. Tout en ayant critiqué, souvent très brutalement, les dirigeants locaux et nationaux, ils se prononcent pour la levée de la grève. Une toute petite minorité de délégués, au nom de leur atelier, refuse cependant d'accorder sa confiance à Gierek. Témoin le dernier intervenant :

« Les travailleurs de notre département reprochent à tous ceux qui ont parlé avant moi et qu'ils ont entendus, d'avoir cédé si facilement sur le point concernant l'annulation de la hausse des prix des denrées alimentaires... Et se tournant vers Gierek et Jaroszewicz il leur lance : Vos interventions n'ont pas convaincu les travailleurs de notre département... Et je voudrais dire ceci : nous arrêtons la grève, non pas par conviction, mais parce que les autres l'arrêtent. C'est tout. »

Après le vote, avant de clore la réunion, Baluka s'exprime devant l'assemblée des délégués ouvriers : « *En ce moment... nous avons terminé la grève. Ce qui nous reste, c'est... nos douze revendications sur deux morceaux de papier. Pour le moment, ces revendications n'existent littéralement que sur le papier. Donc elles doivent être simplement matérialisées.* »

Le 26 janvier Gierek rencontre le comité de grève des chantiers navals de Gdansk. Les mêmes revendications sont défendues par les grévistes et les mêmes engagements sont pris par les dirigeants du parti – toujours à l'exception de l'annulation de la hausse des prix. Cependant, trois semaines plus tard, la grève des ouvrières des usines textiles de Lodz va mettre en échec la politique d'austérité salariale du gouvernement Gierek en lui imposant l'annulation de la hausse des prix de décembre 1970.

Pour raffermir son pouvoir ébranlé par le mouvement des masses polonaises de décembre et janvier, le POUP est contraint de relever sensiblement le niveau de vie des travailleurs polonais. Il financera cette politique en s'endettant auprès des banques des grandes puissances capitalistes.

Un contre 2379

Pour la même raison, Gierek ne peut accepter de tenir sa promesse d'élections libres. En 1972, Edmund Baluka participe, comme délégué des chantiers navals de Szczecin, au VII^e congrès des syndicats officiels. Au nom de ses mandants, il revendique en particulier l'indépendance des syndicats et les élections libres. Mais Gierek, qui ouvre le congrès, « *balaie d'une phrase tous les espoirs des ouvriers sur l'indépendance des syndicats promise auparavant* » (doc 5). Au final, Baluka est le seul des 2 380 délégués à voter contre le projet de statuts présenté par Gierek, qui confirme la subordination des syndicats au POUP. Il est démis de ses fonctions dès son retour à Szczecin, renvoyé des chantiers navals en novembre 1972 et contraint à l'exil en 1973. Il commence alors, dans l'émigration en France, à publier en direction de la Pologne le bulletin *Szerscen (Le Frelon)*.

● Document 1

« Nous ne sommes pas des voyous, nous voulons du pain, la liberté de parole et l'augmentation des salaires »

La sanglante répression des manifestations
populaires dans les ports de la Baltique
en décembre 1970

Les travailleurs de GDYNIA accusent la police secrète
de génocide au cours du jeudi sanglant
(17 décembre 1970)

Jeudi sanglant à Gdynia

« **L**es travailleurs des chantiers navals “Commune de Paris” à Gdynia, les dockers et les employés de toutes les entreprises de la côte balte, demandent la condamnation du crime de génocide commis par la NKVD polonaise, les brutes du général Moczar (1), entraînés dans des centres spéciaux de Slupsk, Pila et autres villes polonaises, contre la population innocente de notre région.

Nous demandons que cette lettre soit diffusée par tous les moyens d'information massive et nous exigeons le châtement des responsables qui ont donné l'ordre du massacre brutal des femmes (certaines enceintes), d'enfants, de nos mères, pères et fils, lorsqu'en réponse à l'appel de Kociolek [le vice-Premier ministre] la population était sur le point de reprendre le travail dans le port et dans les entreprises des environs des rues Polska et Marchlewki et du quartier Oksywie.

Le 16 décembre 1970 entre huit heures et neuf heures du soir, Kociolek fit un appel à la population pour qu'elle cesse la grève. En conséquence, les travailleurs concernés, ne se doutant de rien, retournèrent au travail en toute confiance.

Pour atteindre le port, les chantiers navals et d'autres entreprises, il faut traverser le pont de chemin de fer reliant la rue Czerwonych Kosynierow à la rue Polska. La première personne à descendre les marches du pont et conduisant vers la rue Polska, fut une femme enceinte. Juste derrière elle venaient quatre ouvriers, probablement des chantiers navals.

Soudain, sans aucune sommation, partirent des coups de mitraillette. La femme cria “Jésus Maria” et s'écroula du haut des marches. Une autre raffale partit et un des ouvriers s'écrasa sur les rails, tandis que les trois autres s'écroulèrent sur les marches.

Il y eut un mouvement de panique et de terreur. Certains crièrent : “C'est un meurtre de sang froid!” C'est en ce moment que deux trains électriques arrivèrent à la station Gdynia-Chantier, transportant des travailleurs venant de Gdansk et Wejherowo. Quand les gens sortant du train ont vu ce qui se passait, ils ont couru le long des voies jusqu'à la rue Czerwonych Kosynierow.

Deux personnes s'écroulèrent sur les rails, certainement abattus par des tireurs embusqués, car la police de Moczar, installée de l'autre côté du train ne pouvait pas les atteindre. Une foule nombreuse s'est réunie dans la rue Czerwonych Kosynierow et se mit à crier : “Assassins Gestapo !”

Il y eut un mouvement général et la colère est montée contre les soi-disant « Autorités du peuple », qui avaient donné l'ordre de ce massacre. Cela continua ainsi jusqu'à l'aube. Lorsque le jour se fut levé, les hélicoptères vinrent appuyer les policiers, lâchant les gaz lacrymogènes et mitraillant la foule. Les gens s'enfuirent dans toutes les directions, essayant de se mettre hors de portée des hélicoptères. Malgré les risques, des jeunes gens ont arraché une porte sur laquelle ils ont allongé le corps d'un garçon qui avait été tué en allant à l'école.

Ils ont trempé un drapeau polonais dans son sang et se mirent en marche en direction de la ville. Au moins deux mille personnes se sont jointes à eux, et tous défilèrent jusqu'à la mairie pour exiger des explications. Lorsqu'ils sont arrivés sur la rue Swietojanska, les disciples de Moczar les attendaient déjà.»

Appel reproduit par *Time*,
magazine américain, 27 janvier 1971.

(1) Le général Mieczylaw Moczar était membre du comité central du POUP, chef de file des « Partisans », aile ultra nationaliste, xénophobe et antisémite du POUP, président de l'« Union des combattants pour la liberté et la démocratie » (sic), ministre de l'intérieur et de la sécurité jusqu'en 1968, responsable à ce titre de la répression du mouvement étudiant et ouvrier de mars 1968 et de la campagne d'épuration antisémite des universités et des médias.



Gdansk, décembre 1970.

Un médecin de Gdansk parle

« **N**ous avons constaté qu'une partie des agents blessés, amenés à notre hôpital, étaient sous l'influence d'une drogue qui n'était pas l'alcool. Les symptômes : pupilles dilatées, écume aux lèvres. Certains d'entre eux sont morts pendant la transfusion de sang, ce qui n'est pas normal. On avait certainement donné à ces gens des calmants ou des stimulants.

Et quant aux blessés en général : les blessures étaient presque toujours très graves, chez beaucoup, mortelles. Sur les corps on ne pouvait souvent pas voir du premier coup d'oeil la blessure mortelle. Les blessures par balle, la plupart dans le ventre, étaient petites et ne pouvaient pas provoquer la mort. Nous avons procédé en cachette à des autopsies, et nous avons constaté que leurs intestins étaient déchiquetés. Nous en avons conclu que ces victimes avaient été tuées avec des munitions spéciales. Les chirurgiens ont photographié les résultats des autopsies et ont établi des documentations clandestines (...).

Le soir, après le couvre-feu, circulaient dans les rues des camions frigorifiques qui normalement servent à transporter la viande, le poisson ou les fruits. Ces camions ramassaient les cadavres qui se trou-

vaient dans les rues et les places. On identifiait les morts d'après leurs papiers, et on les amenait dans leurs logements. Les policiers présents ordonnaient de les enterrer immédiatement. Seuls les membres de la famille étaient autorisés à assister à l'enterrement : deux personnes à Gdansk et Gdynia, cinq à Sopot. »

Un lycéen, parent du médecin, qui n'avait pas participé aux manifestations a été arrêté pendant 24 heures, ensuite relâché.

« Dans la cour du poste de police, des agents en uniforme ont formé une haie. Le jeune homme a dû passer par le milieu et se faire matraquer par les policiers. Toutes les dents de la mâchoire supérieure lui ont été cassées. D'autres qui avaient été arrêtés avec lui, ont reçu le même traitement. Plusieurs ont eu des os cassés (...).

Un jeune a été amené à l'hôpital, sans blessures causées par des armes à feu, mais avec le crâne brisé et les os cassés ... Il y a eu trois cents morts dans la seule ville de Gdynia. On concentrait les arrêtés dans deux camps qu'on avait établis tout de suite après les incidents, dans les environs de la ville. »

*Der Spiegel, journal allemand (RFA),
25 janvier 1971.*

Szczecin

Les grèves de Szczecin ont débuté jeudi matin. Vers midi, environ 5 000 ouvriers se sont rassemblés au bord de l'Oder. Ils étaient prêts à marcher sur l'immeuble du Comité régional du parti. La manifestation a été arrêtée par d'importantes forces de milice. Des heurts violents se sont produits. Les ouvriers ont renversé un grand nombre de voitures de milice et, tandis que de tous les côtés arrivaient des renforts de milice, les travailleurs se sont dirigés vers le centre de la ville.

Szczecin est bouclé par des blindés, qui ont écrasé plusieurs personnes au moment où la foule, prise de

panique, cherchait refuge. On entend les tirs et les explosions des cocktails Molotov. Le port est entouré par un nombre impressionnant de chars. Beaucoup occupent les lieux stratégiques du centre de la ville. Sur les cuirassés des chars les ouvriers avaient inscrit à la craie : « *Nous ne sommes pas des voyous, nous voulons du pain, la liberté de parole et l'augmentation des salaires.* »

*Expressen, journal suédois,
18 décembre 1970.*

Recueil d'articles de journaux publiés dans
Bas les pattes devant la révolution en Pologne,
Selio, 1971, pp. 34-36 et 38.

● Document 2

« Je m'appelle Edouard Gierek, je suis le 1^{er} secrétaire du POUP. Est-ce que vous me permettez d'entrer ? »

Intervention d'Emund Baluka à la conférence débat sur la lutte des travailleurs polonais en décembre 1970-janvier 1971, organisée le 9 mai 1977 à la Maison des Syndicats de Liège par les Jeunes Socialistes de la Fabrique Nationale de Herstal.

Le 12 décembre 1970 le régime de Varsovie adopte cette hausse du coût de la vie et le 14 décembre les travailleurs du chantier Lénine de Gdansk sortent les premiers dans la rue et commencent à attaquer les maisons du parti, brûlent les maisons du parti, les maisons du syndicat et les maisons de la police politique à Gdansk.

Le même jour commencent des révoltes à Gdynia, Slupsk, et Gdansk (...).

Tout de suite après la venue de Gierek au poste de 1^{er} secrétaire, la nouvelle équipe dans la voïvodie(1), de tendance Gierek, a continué la même politique qu'avant c'est-à-dire du temps de Gomulka.

Après ces révoltes de décembre, la majorité des entreprises en Pologne ne travaillaient pas et la plupart travaillaient d'une manière très lente.

C'est pourquoi Gierek a adopté une certaine tactique, je vais vous donner l'exemple de comment ça s'est passé à Szczecin dans mon chantier, c'est-à-dire le chantier Adolf Warski.

Ils ont vu que près de 12 000 travailleurs du chantier Adolf Warski ne travaillaient pas mais étaient en pleine discussion, il y avait une pleine effervescence sur l'ensemble du chantier et donc ils ont adopté la tactique suivante : au lieu d'engager le dialogue avec les travailleurs, le secrétaire de la voïvodie du parti, c'est-à-dire Oubek, arrive le 21 janvier 1971 sur le chantier Adolf Warski avec toute une équipe de radio TV et de journalistes.

Dans l'un des halls le plus important des chantiers, c'est-à-dire le département de la tuyauterie, la nouvelle équipe du parti organise un grand meeting pour soutenir l'équipe de Gierek.

Ils pendent une énorme banderole sur laquelle est inscrit que les travailleurs du département des tuyauteries soutiennent la nouvelle équipe de Gierek et travailleront pour soutenir cette équipe.

Dans cet énorme hall il y a à peu près une quinzaine de travailleurs qui ne savent absolument pas de quoi il s'agit.

Et le soir aux informations télévisées (...) nous voyons que ce hall est plein de près de 1 000 per-

sonnes, 1 000 travailleurs de ce département qui applaudissent dans le sens du soutien à la nouvelle équipe de Gierek et nous voyons l'énorme banderole qu'il y a à la tribune.

Et le lendemain nous voyons dans les journaux de Szczecin en 1^{re} page une énorme photo d'une masse de travailleurs qui soutiennent cette nouvelle équipe.

Et les travailleurs des autres départements sortent en délégation voir les travailleurs du département concerné et leur demandent : « Comment vous, camarades collègues, vous arrivez à vivre et ne mourrez plus de faim et vous soutenez cette nouvelle équipe ? ».

Et les travailleurs de ce département répondent qu'ils n'ont jamais été à ce meeting.

On a donc montré les journaux, les photos où effectivement on reconnaissait les visages des collègues et travailleurs de ce département mais il a été vite démontré que c'était un trucage puisque la photo qui était montrée datait d'il y a 3 ans, date à laquelle il y avait eu une manifestation et donc il y a eu photomontage fait par la nouvelle équipe de Gierek.

Les travailleurs en colère commencent à se diriger vers la direction du 1^{er} secrétaire du parti du comité de voïvodie de Szczecin, pour demander si les travailleurs allaient continuer à vivre dans la misère comme jusqu'à présent (...).

Et le 22 janvier 1971 les travailleurs de la tuyauterie et de l'ensemble du chantier Adolf Warski se dirigent vers la principale porte du chantier en vue d'aller en ville pour détruire la maison de la radio, de la presse, de la télévision pour leurs calomnies et leurs mensonges.

Chers camarades et amis, j'ai déjà été membre du comité de grève de décembre 1970 à Szczecin. J'ai été conscient que quitter le chantier et aller dans la rue et combattre contre la milice et les forces de répression c'était encore avoir de nouvelles victimes parmi les travailleurs.

Avec les nouveaux dirigeants du parti (de la voïvodie) il était inutile de discuter. Et la destruction de la maison de la radio et de la télévision n'avait aucun sens car un peu plus tard elle aurait été recons-

truite par nous et avec notre argent. C'est pourquoi j'ai fait un appel aux travailleurs du chantier afin que nous fassions une grève d'occupation et que nous envoyons une lettre pour inviter Gierek, l'équipe dirigeante au plus haut sommet afin qu'ils viennent s'expliquer devant les travailleurs du chantier, sur quelle politique ils comptent diriger ensuite.

La majorité des travailleurs du chantier a accepté ma proposition. Et c'est ainsi qu'a commencé la 2^e grève d'occupation du chantier de Szczecin qui a duré 3 jours exactement.

Il faut rappeler également que le 22 janvier 1971 au soir et la journée du 23 janvier il y avait une grève générale dans l'ensemble de Szczecin et du département, c'est pourquoi le comité central de la ville des travailleurs de la ville de Szczecin s'est formé dans le chantier Adolf Warski (...).

Le plénum du parti avec la nouvelle équipe, dans la soirée du 23 au 24 janvier 1971, discutait de savoir ce qu'il fallait faire par rapport à la grève de Szczecin. Il y avait des propositions de détruire par la force, par l'armée et par la milice (2). Et en fin de compte c'est la proposition de Gierek qui est passée, il dit : « Moi j'irai les voir ».

Et le 24 janvier Gierek arrive à Szczecin et frappe à la porte centrale du chantier Adolf Warski. Il prononce ces paroles qui sont maintenant célèbres : « *Je m'appelle Edouard Gierek, je suis le 1^{er} secrétaire du POUP. Est-ce que vous me permettez d'entrer ?* ».

La conférence, le débat, la discussion, eu lieu entre Gierek et Yachevitch, le ministre de l'armée, et les près de 300 membres du comité de grève de Szczecin a duré à peu près 9 heures.

Gierek, à ce moment là, a accepté onze revendications des camarades en grève mais n'en a pas accepté une douzième qui était les baisses de la hausse des prix.

Le comité de grève qui était en relation permanente avec l'ensemble des travailleurs des différents départements et les autres travailleurs de la ville a donc voté de donner à la nouvelle équipe de Gierek un espèce de crédit pour qu'en peu de temps Gierek rétablisse la situation économique des travailleurs.

La grève de Szczecin s'est terminée officiellement le 25 janvier 1971 mais (...) pratiquement dans l'en-

semble de la Pologne les travailleurs dans les entreprises ne travaillaient pas, il y avait une espèce de grève larvée. À partir du 25 janvier 1971 arrivent aux plus grands établissements de Szczecin des lettres des établissements en grève de la Pologne et dans ces lettres il est écrit que les travailleurs réclament ce qu'on appelle une grève générale de la Pologne parce qu'il est impossible de continuer à vivre dans les conditions économiques telles qu'elles étaient, c'est-à-dire on n'avait pas assez d'argent pour s'acheter soit du pain, soit des pommes de terre (...).

Fin janvier 1971 Gierek rencontre les dirigeants du Comecon (3) et là-bas il décide donc d'accepter le retrait de la hausse des prix des matières premières dans l'ensemble de la Pologne.

Ceci étant, le régime bureaucratique de Varsovie n'applique pas tout de suite ses décisions, c'est seulement la grève des ouvrières du textile de Lodz, début février 1971, qui oblige Gierek à reculer et donc à revenir sur la hausse des prix dans l'ensemble de la Pologne (...).

Et il est vrai qu'à partir de 1972 jusqu'en 1973 il y a eu une amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière en Pologne. Mais camarades il faut savoir dans quelles conditions Gierek a établi cette amélioration des conditions de vie des travailleurs. Entre 1972 et 1973 Gierek a emprunté près de 5 milliards aux pays capitalistes de l'Europe de l'Ouest.

La lutte des travailleurs polonais
par Edmund Baluka, ouvrier,
président du Comité central de grève
des chantiers navals et entreprises de Szczecin
en janvier 1971,
Éditions Biblio, Liège, 1977, pp. 11-15.

(1) Équivalent d'une région.

(2) C'est la position du général Moczar (voir le document 1), rival malheureux de Gierek à la succession de Gomulka.

(3) Comité d'assistance économique mutuelle créé par l'URSS en 1949 en réponse au plan Marshall et regroupant l'URSS, les « démocraties populaires » d'Europe – à l'exception de la Yougoslavie –, la Mongolie, Cuba et le Nord Viet-nam.

● Document 3

Les 12 revendications des grévistes des chantiers navals Warski de Szczecin

24 janvier 1971

1. Nous exigeons que les prix des denrées alimentaires soient ramenés au niveau d'avant le 12 décembre 1970.

2. Conformément à la volonté des ouvriers qui s'est exprimée dans toutes les réunions, ouvertes à tous les ouvriers, tenues dans les départements, nous exigeons des élections immédiates et légales aux instances syndicales, aux conseils ouvriers (1), ainsi que, comme l'exige la majorité des membres du Parti, des élections démocratiques dans les organisations du Parti et de la jeunesse, au niveau des départements et de l'entreprise. Nous exigeons que les autorités de la voïvodie des organisations mentionnées nous donnent des garanties quant à la mise en application de ce point dans des délais rigoureusement fixés.

3. Nous exigeons le paiement de leur salaire aux travailleurs pour la durée de la grève.

4. Nous exigeons que la direction de l'entreprise et les autorités nationales donnent aux grévistes et aux membres du Comité de grève la garantie d'une entière sécurité personnelle à l'intérieur de l'entreprise et dans la ville et qu'aucune représaille ne sera exercée contre eux.

5. Nous exigeons la venue sur place, aux chantiers navals « Adolf Warski », du premier secrétaire du comité central du POUP, le camarade Edward Gierek, et du Premier ministre, Piotr Jaroszewicz, afin d'y nouer un dialogue direct et permanent avec les représentants des ouvriers, c'est-à-dire le Comité de grève.

6. Nous exigeons des informations honnêtes sur la situation politique et économique dans les chantiers et dans le pays, ainsi que la rectification de l'information qui a été donnée sur les engagements de production pris le 11 janvier 1971 dans l'atelier de tuyauterie.

7. La rectification devrait être diffusée par les mêmes moyens d'information de masse qui ont donné cette nouvelle. Cela devrait avoir lieu au plus tard le 25 janvier.

8. Nous exigeons que des sanctions soient prises contre ceux qui ont provoqué la diffusion, par les moyens d'information de masse, de la nouvelle sur les engagements pris dans l'atelier de tuyauterie, le 11 janvier.

9. Nous exigeons la publication de nos revendications par la presse et la radio locales d'ici au 25 janvier.

10. Nous exigeons que les autorités régionales du Parti et des syndicats, ainsi que la direction de l'entreprise, garantissent à la commission ouvrière émanant du Comité de grève la possibilité de mener son activité, à côté du conseil d'entreprise et du conseil ouvrier, jusqu'à ce qu'aient eu lieu les élections légales dont il a été question au point 2.

11. La possibilité de mener leur activité pour les membres de la commission ouvrière devrait comprendre principalement :

a) la garantie de leur sécurité personnelle dans l'entreprise et dans la ville ;

b) la disposition exclusive du réseau radiophonique et des hommes nécessaires à son entretien technique et à sa garde ;

c) la constitution d'une délégation des membres de la commission ouvrière ayant pour but de veiller principalement à l'exécution du point 2 de la présente liste des revendications.

12. Nous exigeons que les organes de sécurité cessent sur-le-champ de harceler, menacer et arrêter les travailleurs qui prennent part à la grève. La grève n'est pas un délit, car elle n'est interdite nulle part.

Signé : le Comité de grève.

*Pologne, 24 janvier 1971.
Gierek face aux grévistes de Szczecin,
Selio, 1972.*

(1) Les organisations syndicales officielles, sous le contrôle du POUP.

● Document 4

« En présence du gouvernement et du camarade Gierek nous voulons avoir tout consigné noir sur blanc »

Gierek devant les grévistes des chantiers navals de Szczecin, 24 janvier 1971

« Les conseils ouvriers et les comités de grève, constitués spontanément dans les usines, dictent aux dirigeants du parti leurs conditions.

Le mercredi précédent, se sont réunis à SZCZECIN les fonctionnaires du parti afin d'examiner les revendications des ouvriers des chantiers et des docks en grève. Antoni Walaszek, chef du parti de SZCZECIN depuis 10 ans, a perdu son poste. Avec lui, le responsable pour la propagande, Huber, a été également limogé.

Comme on le sait maintenant, les ouvriers des chantiers de SZCZECIN ont élu un conseil

ouvrier. Celui-ci devait négocier avec Walaszek sur des mesures à prendre immédiates, mais les fonctionnaires se sont mis en fureur et ont mis en prison la délégation librement élue. Walaszek s'est réfugié dans une caserne. Les manifestants ont démoli la villa de Walaszek, et ont mis le feu au bâtiment du parti. Les tanks de l'armée ont jugulé cette révolte prolétarienne.

Mais trois jours plus tard, la direction du parti devait encore négocier avec les conseils ouvriers. »

Der Spiegel, 18 janvier 1971

Le délégué du département K 4 : (...) Nous nous décidons à prendre des engagements de production, nous soutenons la direction du Parti, mais, à notre tour, nous voulons des assurances. Nous voulons des assurances que ces normes de travail... chaque bateau, chaque coque a d'autres normes et 15 % à 20 % des heures, ainsi que l'argent qu'elles représentent, nous sont enlevées. Et c'est pourquoi nous sommes d'autant plus forcés d'exiger une augmentation. (*Applaudissements*). Car nous avons déjà été roulés une fois (...). Parlons franchement. Il y a huit ans – vous m'excuserez, je ne vante pas ce temps-là. mais, à l'époque, il y avait peut-être des meilleures conditions dans l'industrie maritime –, je gagnais comme manoeuvre proportionnellement la même somme qu'aujourd'hui après dix ans. La même somme ! Maintenant, toutes les tôles sont peintes. C'est très nocif. Nocif pour la santé. Aujourd'hui un ouvrier sur deux travaillant à la coque est aveugle, sourd, rhumatisant, silicosé – et pour cette paye misérable ! Aujourd'hui, un manoeuvre gagne 1 800 à 2 000 zlotys. Il a le plus bas revenu pour une famille de cinq personnes. Au petit-déjeuner, pour chacun, du pain et de l'eau. Ça fait 2 zlotys. Le soir, la même chose – 4 zlotys. Le déjeuner le moins cher – 12 zlotys par personne – 60 zlotys. Automatiquement, 64 zlotys par jour. Par mois, ça donne 1 800, 1 900 zlotys

approximativement. Et seulement pour vivre, du pain et de l'eau. Mais aux chantiers, le travail est dur. L'ouvrier de coque doit se nourrir, car véritablement, après quinze ans, c'est le cimetière. Impossible autrement. Voilà, merci. (*Applaudissements*.) (pp. 87-88)

Le délégué du département CP : (...) Nous pouvons tirer de l'argent de ceux qui vivent trop bien du travail. Je vous le dirai tout net, camarades. On en parle dans la classe ouvrière. Car notre société se divise en classes déterminées. Il y a des gens qui ont déjà un socialisme dont ils ne savent plus que faire ; et ils cherchent déjà mieux... Ils ont un socialisme de ce genre parce qu'ils ont trop d'argent et trop de moyens pour faire de l'argent. Et nous savons parfaitement comment ça se passe dans nos chantiers navals. Un directeur quitte son poste de directeur général. On fait ses comptes... et alors on voit combien il a eu en un an. Ici même, dans les chantiers ! Je vais citer un exemple. Le camarade Skrzynecki a été ici. Au bout de douze mois... il a gagné 170 000 et des poussières... Pour douze mois ! Pas avec le salaire de base fixe, mais avec tous ces suppléments, primes, et ainsi de suite. J'estime, camarades, qu'il faut en finir. On doit être payé pour le travail effectif que l'on fait.

(p. 120)

Le délégué de NPT : (...) Question suivante. Est-ce que le camarade général sait qu'hier on a fait venir à Szczecin des renforts massifs de milice de toute la Pologne « pour étouffer les bandits des chantiers navals » ?

Szlachcic : Je vais répondre, parce que je suis le ministre de l'Intérieur, et que c'est moi qui dirige la milice.

Le délégué de NPT, interrompant : Je m'excuse. La question est adressée au camarade général Jaruzelski, à notre député, et non au ministre de l'Intérieur ! (*Applaudissements, ovation dans la salle.*)

Jaruzelski : Pour en finir avec les bandits des chantiers navals ?

Le délégué de NPT : Malheureusement, c'est ainsi qu'on nous a qualifiés, nous, ouvriers de la Pologne populaire !

Jaruzelski : Je n'ai rien entendu dire de pareil.

Le délégué de NPT : Merci.

Jaruzelski : Je n'ai pas entendu parler de bandits.

Le délégué de NPT : Merci. Question suivante, au comité central. Est-ce que le comité central sait que les ouvriers des chantiers navals exigent l'exclusion du Parti du camarade Walaszek ? (*Ovation.*) On l'a exigé à Szczecin ! Ouvriers ! Aujourd'hui même, nous voulons avoir la réponse à toutes les questions, parce que nous, ouvriers des chantiers navals, nous voulons prouver au camarade Gierek que nous ne sommes pas des bandits. Au matin, nous reprendrons le travail, mais nous voulons avoir une réponse solide et honnête ! (...) Aujourd'hui, nous voulons ici même entendre : est-ce que Walaszek sera exclu du Parti ou pas ? (*Ovation, cris : bravo, bravo.*)

Gierek : (Réponse inaudible)

Le délégué de NPT : Merci. Je considère la réponse du camarade Gierek comme juste. Le comité central prendra position sur cette affaire. Nous considérons – en tant qu'ouvriers des chantiers navals – que les délais pour cela ne doivent pas dépasser trois semaines après le 8^e plénum ! Camarade Gierek, êtes-vous d'accord avec cette proposition ?

Gierek : Camarades, je ne peux accepter de telles propositions parce que je ne suis pas le comité central. Je suis premier secrétaire, et c'est le comité central qui va décider, vous comprenez. De toute façon, ne posez pas l'affaire de façon, vous savez... si... ultimatisse. (*Mouvements divers dans la salle*)

Le délégué de NPT : Bien, par conséquent...

Gierek : Ce que je pouvais faire, c'était vider le camarade Walaszek tout de suite. Mais l'attitude que prendra le comité central, c'est l'affaire du comité central.

Le délégué de NPT : Le camarade Gierek l'a dit, et il a raison, qu'il ne peut pas répondre tout seul. Il en ressort que les temps du culte de la personnalité sont terminés. Bravo, pour le camarade Gierek ! (*De longs applaudissements, cris : bravo*) (pp. 124-125).

Mes camarades, je veux avoir immédiatement la réponse à toutes, à toutes les questions, car peut-être – je ne veux pas exagérer – c'est un tournant historique auquel nous assistons dans la ville de Szczecin et entre nous. Nous avons attendu vingt-cinq ans ce moment historique. Aujourd'hui, en présence du gouvernement et du camarade Gierek en tant que premier secrétaire, nous voulons avoir tout consigné noir sur blanc. (p. 126).

Donc, camarade Gierek, nous allons faire le renouveau (...). Je voudrais dire à tous les travailleurs des chantiers navals que, dans la situation difficile actuelle, nous devons, camarades, reprendre le travail. Nous devons donner une chance au gouvernement. Je ne sais pas si c'est pour un an ou deux. Je ne vais pas parler en votre nom, mais en mon nom personnel et en celui de mon département. Nous devons leur donner une chance. Si effectivement, au bout d'un an ou deux, il n'y a pas d'amélioration, alors, à ce moment-là, nous dirons : « Camarade, nous avons été dupes à nouveau. » Mais moi, je ne le crois pas. Souvent, je vais en Silésie. Vous savez, quand on va en Silésie... Je vous dirai une chose. Eh bien, ils ont dit ainsi : « Si ce Szczecin voulait ficher Gierek dehors du poste de premier secrétaire, cela serait très bien, car de nouveau, nous aurions un bon patron. » Ma parole, en Silésie, on entend de telles choses. (*Applaudissements.*) (p. 129)

Le délégué du département DZ : Estimés citoyens, je suis sans-parti et c'est la dix-septième année que je travaille dans les chantiers. Il se trouve que je suis membre du comité de grève. J'ai écouté le discours du camarade Edward Gierek, et, croyez-moi, j'en ai eu les larmes aux yeux. Le camarade Gierek a particulièrement souligné la situation difficile où se trouve notre pays. Ma section et moi-même, nous le soutenons et nous arrêtons la grève. Mais nous le disons de façon pressante au camarade secrétaire et à notre nouveau gouvernement : nous sommes au bout de nos forces ! Parce que, franchement, nous gagnons très peu et nous avons l'espoir que le gouvernement va faire tout son possible pour que, dans les prochains mois, quelque chose soit fait pour que la classe ouvrière puisse améliorer son niveau de vie. Nous travaillons bien, mais si nous voyons qu'on fait quelque chose dans ce sens, alors, nous travaillerons encore mieux. Nous voulons vraiment qu'il y ait unité entre nous. Merci. (*Applaudissements*) (p. 143)



Szczecin, comité de grève du chantier naval Warski, janvier 1971.

Un délégué : Je dois encore donner la réponse définitive des travailleurs de mon département sur l'arrêt de la grève. Camarade Gierek ! Je suis un vieux membre du Parti. Je ne veux dire que la vérité. Je ne veux pas camoufler la situation. Je ne veux pas non plus noircir mon département. Je ne veux pas être mal compris. À mon arrivée, la situation dans le département était la suivante : tout le monde répondait unanimement : « Nous voulons continuer la grève ! » Telle était... la décision. Après une longue et tumultueuse discussion, nous sommes parvenus à une conclusion : nous ne pouvons pas continuer seuls en tant que département. Je ne veux pas pousser les chantiers à continuer la grève. Ce n'est pas mon but... Mais je voudrais attirer l'attention sur le fait que les travailleurs de notre département reprochent à tous ceux qui ont parlé avant moi et qu'ils ont entendus d'avoir cédé si facilement sur le point concernant l'annulation de la hausse des prix des denrées alimentaires. Et pourtant, durant toute la grève, pas un brave ne s'est montré pour intervenir et... essayer de convaincre de la justesse de cette mesure. Ensuite, notre département considère qu'en se lançant dans la grève, nous, travailleurs des chantiers navals, nous avons fait se dresser les autres entreprises. Et maintenant cette revendication n'est pas satisfaite... et ainsi nous ébranlons la confiance qu'ils nous portent... Camarade Gierek, camarade Jaroszewicz. *(D'un ton très grave)* Je dis la vérité. Vos interventions n'ont pas convaincu les travailleurs de notre département... Et je voudrais dire ceci : nous arrê-

terons la grève, non pas par conviction, mais parce que les autres l'arrêtent. C'est tout. *(Silence profond, puis un tumulte croissant, agitation prolongée, cris)*
(p. 144)

Baluka : (...) Dans tous les départements, tous les travailleurs se sont prononcés pour l'arrêt de la grève. Il y a seulement eu... un... deux... trois points d'interrogation. Les délégués sont donc allés dans leurs départements et puis, concrètement, se sont prononcés pour l'arrêt de la grève. Et c'est à moi, en tant que président du Comité de grève, qu'incombe la tâche de soumettre définitivement au [vote] (...) que nous estimons la grève comme terminée. (...) S'il vous plaît, qui est pour ?... C'est-à-dire, à l'unanimité. Qui s'abstient ?... Qui est contre ? Oui... ça veut dire qu'il n'y avait pas de délégués du département... Oui... C'était justement ces points d'interrogation, n'est-ce pas ? Les camarades ne sont pas entièrement convaincus qu'il faut... arrêter la grève. Ils se sont simplement abstenus.

Maintenant, camarades. Voilà nos revendications. En ce moment... nous avons terminé la grève. Ce qui nous reste, c'est... nos douze revendications sur deux morceaux de papier. Pour le moment, ces revendications n'existent littéralement que sur le papier. Donc elles doivent être simplement matérialisées.

(p. 145)

Pologne, 24 janvier 1971.

Gierek face aux grévistes de Szczecin, Selio, 1972.